

MANIFESTE



PRIDE DE NUIT

**POUR
LA
PRIDE
DE
NUIT**

2022

REJOINS-NOUS

Le collectif Pride de Nuit est un groupe de militantxes LGBTQIA+ situé principalement à Lausanne. Mouvant et multiforme, il affirme sa volonté de se placer aux croisements des luttes. Parce que nous considérons que militer contre la police, contre les frontières, pour les droits des travailleuseuses du sexe et pour l'inclusion des personnes non-valides est essentiel et partie prenante des luttes queers. C'est la meilleure façon, selon nous, de parvenir à ce que nous visons: le changement de système.

Une Pride de nuit, pourquoi?
Parce que je n'en peux plus, tu n'en peux plus, nous n'en pouvons plus!

Nous voulons une révolution féministe, antiraciste, écosocialiste, anticapitaliste et queer. Et vite. Nous voulons mettre fin au système en place.

Nous revenons à ce que représentaient historiquement les Prides: visibiliser les thématiques qui nous touchent. Nous souhaitons une Pride politique, une reconquête de l'espace public pour visibiliser nos réalités et nos luttes contre les rapports de domination et la précarisation de nos communautés. Car les questions queer concernent tout le monde.



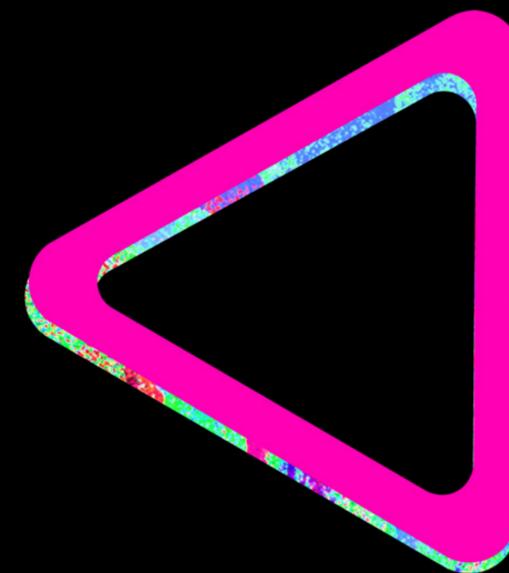
LEXIQUE

Les mots soulignés dans ce documents sont expliqués dans notre lexique, visible en scannant ce QR code!

POUR LA RÉVOLUTION QUEER

Nous écrivons ce manifeste en partant de deux postulats. Le premier postulat est que les personnes LGBTQIA+ sont particulièrement vulnérabiliséex dans notre époque de crises sociales et écologiques. Le deuxième est que nous sommes extrêmement bien placéex en tant que militantxes queers pour faire partie de la solution à ces crises et proposer une véritable alternative à nos sociétés rongées par le capitalisme.

Le présent manifeste tente donc de concilier la pensée queer et les autres pensées oeuvrant à changer le monde. Nous écrivons pour nos frères, sœurs et adelphes LGBTQIA+ à qui nous demandons de nous rejoindre dans un projet fondamentalement révolutionnaire. Nous écrivons pour ceux qui sont dans l'impossibilité de manifester. Nous écrivons aussi à toutes les formations féministes, antiracistes, écologistes et politiques pour leur dire que les pensées queers sont nécessaires pour arriver à un changement. Et plus largement, notre vision s'inscrit dans les luttes d'émancipation de toutes les personnes, communautés et populations. Ce projet n'a pas vocation à être exhaustif, il se veut être un instantané de notre travail militant à l'horizon du 2 juillet 2022.



Nous n'en pouvons plus de devoir révéler, expliquer, justifier, défendre nos identités, nos corps et nos vies. Nous voulons déterminer par nous-mêmes qui nous sommes sans nous voir imposer une norme et des obstacles matériels (économiques, politiques, administratifs, médicaux,...).

Mais pourquoi tu ne veux plus être une femme? T'as un pénis donc t'es un homme! Mais si tout le monde est homo y'aura plus d'humains sur terre! Tu sais, il y a des mâles et des femelles, regarde les animaux!

Des discours, des questions intrusives et des agressions qui s'enfilent trop souvent dans nos oreilles, quotidiennement. Elles marquent nos esprits et nos corps. Corps à qui la société refuse l'autodétermination, la nuance et la fluidité. Corps à qui le cistème refuse des représentations décentes auxquelles nous rapporter. Corps privés par la société de conditions d'existence et de subsistance suffisantes.

Nous défendons le droit à l'auto-détermination. Tant dans nos genres, nos orientations affectives et sexuelles, nos corps, que dans nos modes de relations. Nous militons pour un droit aux questionnements, aux tâtonnements, aux hésitations et aux redéfinitions, individuelles ou collectives. Nos identités n'ont pas à être rigides ni clairement définies pour le confort d'autrui. Nous défendons l'expression de la multiplicité des réalités, des vécus et des parcours. Nous refusons d'accepter qu'il soit encore difficile et dangereux d'exister dans la transgression des normes qu'on nous force à rejoindre sous peine d'exclusions ou d'atteintes à nos droits.

NOTRE SANTÉ

"Les membres des minorités de genre ont signalé plus de discrimination, moins de soutien et niveau de bien-être plus bas que les minorités sexuelles. Ces résultats indiquent clairement que des initiatives pour protéger les personnes les plus vulnérables au sein de la communauté LGBTQ+ sont toujours nécessaires." Swiss LGBTQ+ Panel, Rapport 2021

"Mort du sida car il n'avait pas payé ses primes maladie. Ce drame révélé dimanche par la «Sonn-tagsZeitung» crée la polémique autour des «listes noires» d'assurés mauvais payeurs dont les soins ne sont pas remboursés." 24Heures, 2018

"10,7% de patients [ont] renoncé aux soins pour des raisons économiques dans 47 cabinets de médecins romands." Revue Médicale Suisse, 2014

Nous n'en pouvons plus de ne pas avoir notre mot à dire en ce qui concerne notre santé. Une réelle participation de nos communautés à la définition, à la mise en œuvre, à l'évaluation et au réajustement des visions, stratégies et mesures de santé qui nous concernent devrait être une évidence ; rien pour nous sans nous. Nous n'en pouvons plus d'un corps médical qui n'est pas assez formé sur les questions LGBTQIA+. Nous n'en pouvons plus d'une vision de la santé qui ne prend pas en compte l'entièreté de chaque individu. À quoi sert un système de santé s'il ne correspond pas à nos besoins et ne nous est pas accessible? Nous nous opposons aux logiques marchandes qui nourrissent le secteur de la santé (médecine, labo, pharma) et des assurances. Nous souhaitons un accès sans conditions aux soins dont nous avons besoin et auxquels nous avons droit.

Nous voulons une reconnaissance de la diversité des corps, des identités et des parcours de vie. Les spécificités LGBTQIA+ doivent être prises en compte dans le domaine sanitaire. Tous les corps, toutes les identités et tous les parcours de vie sont valides et doivent être considérés sans préjugés, hiérarchisations, fétichisation et pathologisations. L'accompagnement médico-sanitaire doit respecter strictement l'autodétermination et l'autonomie de toutes les personnes en capacité de discernement. Les offres de santé et les projets de soin doivent être développés conjointement entre nous - personnes LGBTQIA+, personnes neurodivergentes, les personnes avec une mobilité réduite, les consommateurxices de substances, etc... - et les soignantxes. Ces offres et projets doivent se baser sur notre parole, nous remettant ainsi au centre. Elles doivent être accessibles pour répondre à nos besoins et à nos attentes. Aucune mesure médico-sanitaire ne devrait pouvoir être imposée (réalisée sans consentement, dans un rapport de domination, au profit d'un vide/flou juridique...). Aucune mesure médico-sanitaire ne devrait être inaccessible pour une personne qui en aurait besoin ou qui en ferait la demande (refus de soins, accès matériel..).

Le diagnostic médical est à la fois un outil utilisé dans le domaine de la santé mais aussi un acte administratif. L'enregistrement comme "malade" par des institutions médico-légales (certificat de dysphorie/incongruence de genre, statut VIH, historique de consommation...) est vecteur de discriminations administratives et légales graves.

NOS REPRÉSENTATIONS

Représenter la diversité de nos réalités dans l'espace médiatique c'est faire exister nos expériences et nos vécus aux yeux de toustes. Toutefois, malgré l'augmentation de la visibilité des personnes LGBTQIA+ dans les médias, nos vies sont encore bien trop souvent caricaturées, déformées et racontées majoritairement par d'autres. En 2020, 60 % des articles abordant des thématiques queers ne donnent pas la parole aux concernées (DécadréE, «Médias et représentations des personnes LGBTQ+»). Cette absence de visibilité est d'autant plus exaspérante que le portrait qui est fait des personnes LGBTQIA+ est fréquemment stéréotypé ou même présenté comme sensationnaliste. L'utilisation approximative de termes adéquats par les journalistes - la grande méconnaissance autours des transidentités et de l'inter-sexuation par exemple - ou la mise en avant de détails inutiles contribuant au voyeurisme peuvent être perçu et vécu comme violent par beaucoup de personnes concernées.

L'histoire, qu'elle soit religieuse, sociale, culturelle ou scientifique, nourrit nos systèmes de récits visant à renforcer, naturaliser, prouver l'existence et la nécessité de la binarité de genre et de l'hétérosexualité. Ces récits dissimulent et nient l'existence d'une diversité bien présente dans la nature. Les sciences sont utilisées pour nous faire croire que nos corps sont par essence binaires, complémentaires et définis simplement par leurs rôles reproductifs. En outre, la racialisation du genre a permis et permet encore de justifier des violences, le genre n'étant pas vécu, perçu et déterminé de la même manière selon l'assignation raciale. Le genre peut alors être un outil supplémentaire de fétichisations, stigmatisations et oppressions racistes. La binarité, qu'elle soit de genre ou d'autre chose, oppose, et donc subordonne, classe, et enfin exploite au profit du capitalisme.

Dans les médias mainstreams nous sommes malades, nous sommes tristes, nous sommes bizarres, nous sommes déviantxes, nous sommes à la fois des menaces et de perpétuelles victimes. Nous dénonçons ces images distordues de nos identités, de nos corps et de nos vies qui s'étalent sur nos écrans, dans nos livres et partout ailleurs. Alors même que le taux de suicide ne diminue pas dans nos communautés - étouffées par cette mélasse dyacishétérosexuelle indigeste. Nous dénonçons également l'instrumentalisation par les médias et les discours politiques des violences LGBTQIA+phobes pour justifier d'autres discriminations.

Et puisqu'elle leur fait si peur, nous souhaitons l'impossibilité légale d'interdire l'écriture inclusive. Nous en avons marre de parler et d'écrire leur langue classifiante. Sortir d'un langage binaire, c'est offrir la possibilité de considérer l'humanité et le monde autrement. Les violences LGBTQIAphobes sont systémiques, puisque l'appareil étatique affecte tous les domaines de la vie (lois discriminantes, langage et formulaires administratifs genrés et binaires). Il est nécessaire de montrer nos forces transformatrices, nos esthétiques fabuleuses et nos joies queers.

Nos identités, nos corps et nos vies sont politiques! Nous sommes en colère et en avons marre de préserver les sensibilités en taisant ce qui crie au fond de nous! Affirmons notre détermination!

SANS CONCESSIONS

POUR UNE SANTÉ ACCESSIBLE ET CENTRÉE SUR LES BESOINS ET DÉVELOPPÉE DANS UN PROCESSUS IMPLIQUANT LES PERSONNES CONCERNÉES, NOUS REVENDIQUONS:

L'interdiction complète de toutes les interventions médicales sans consentement, notamment pour les bébés intersexes en dehors des interventions vitales.

Le libre choix des prestataires de santé et/ou d'accompagnement effectif pour tout le monde, c'est-à-dire que chacunx puisse choisir à quelxle(s) professionnelxle(s) iel souhaite s'adresser.

L'abolition de la nécessité d'établir un diagnostic comme condition d'accès et de remboursement.

La dépénalisation de la consommation de toutes les substances psychoactives avec une réallocation des budgets de la répression au profit de la prévention.

L'accessibilité (y compris pour les mineurx) à des mesures de transition de genre de qualité et dans une perspective affirmative basée sur l'autodétermination, sans nécessité d'un diagnostic de dysphorie de genre.

L'accès remboursé à la PMA, y compris pour les personnes seules ou non mariées et les personnes trans et intersexes. Que le prélèvement, la conservation et l'implantation de gamètes ou d'embryons soient garanties sans discriminations ou limite de temps.

Un accès simple et inconditionnel aux mesures de réduction des risques et dommages liées au VIH, aux autres IST et aux hépatites y compris les vaccinations, dépistages et traitements (préventifs, thérapeutiques et curatifs), aux consommations de substances, aux grossesses non planifiées (pilule contraceptive ordinaire et d'urgence) et à l'interruption de grossesse.

La formation initiale et continue systématique et obligatoire du corps médical aux réalités des vécus des populations vulnérabilisées.

Une instance indépendante pour évaluer et contrôler les tarifs et remboursement des prestations, analyses et traitements.

Une caisse maladie publique et unique, sans franchise ni quote-part; avec un financement participatif qui inclut les entreprises inspiré du modèle de l'AVS.

POUR UN MONDE INCLUSIF ET QUI NOUS REPRÉSENTE COMME NOUS SOMMES, DANS TOUTES NOS DIVERSITÉS, NOUS REVENDIQUONS:

L'abolition des accords masculins par défaut et l'adoption par défaut d'une écriture au moins épicienne dans tous les documents administratifs et scolaires.

Que de réels efforts soient mobilisés pour réfléchir à de nouvelles formes d'écritures inclusives qui ne pénalisent pas les personnes dyslexiques ou malvoyantes, comme la création de comités de recherche réunissant spécialistes de la langue et personnes concernées.

Une refonte du langage, des formulaires et des prestations des secteurs publics et subventionnés qui prennent en compte les multiples réalités et trajectoires de vie.

La mise en place de bonnes pratiques, par exemple celles de Décadré et TGNS, dans les médias en ce qui concerne la prise en charge des sujets traitant des niveaux de sexuation, des genres et des orientations affectives et/ou sexuelles.

La prise en compte de la diversité de notre société dans les cursus scolaires obligatoires et post-obligatoires, dans toutes les matières.

Le soutien de l'État à une production artistique représentant nos réalités de manière adéquate ce qui passe notamment pas notre participation aux divers niveaux (rédaction, réalisation, acting, sélection des œuvres financées et présentées/diffusées...): *rien sur nous sans nous*.

POUR UN MONDE SANS PRÉCARITÉ

Nous n'en pouvons plus de laisser le capitalisme et le patriarcat malmener nos communautés. Nous ne voulons plus subir.

Nos corps considérés comme *faux*, nos corps fatigués et en colère doivent se battre plus fort pour parvenir à une vie confortable ou acceptable. Les multiples discriminations que nous subissons dans le cadre privé, au travail, pour l'obtention d'un logement ou d'un permis de séjour contribuent à nous précariser. Nous percevons des salaires statistiquement inférieurs aux personnes *dyacishétéro*. Cette inégalité économique a de multiples conséquences et nous vulnérabilise. Nous ne concevons pas ces inégalités comme relevant uniquement de discriminations interpersonnelles. L'organisation de notre société autour du couple salariat-famille est une des causes systémiques de notre oppression. En plus de cela, le système de contrôle juridico-policié qui touche à tous les aspects de nos sociétés implique souvent une double-peine pour les personnes les plus vulnérabilisées et stigmatisées.

NOS ORGANISATIONS FAMILIALES

"J'en ai marre que l'Etat, la justice et l'ensemble de la société s'immiscent dans ma vie privée et s'octroient des droits sur mes relations et ma famille."

"La jalousie détruit mes relations si je ne peux épouser qu'unx de mes amantxes."

"Je ne veux pas que mes amiex étranger-ères soient obligéx de se marier pour rester sur le territoire."

"Nos enfants ne sont pas protégéx.e.s dès leur naissance et nos relations avec elleux sont menacées par les aléas de la vie."

Le modèle hétéro-patriarcal de la famille (un homme et une femme dyacis marié.e.s avec enfants) est encore aujourd'hui le seul à être considéré comme légitime dans notre société. Ce modèle désavantage toutes les personnes qui, du fait de leur sexe, de leur identité de genre ou de leur orientation affective et/ou sexuelle, ne peuvent s'y retrouver - de même que toutes personnes qui ne s'y inscrivent pas voire le subissent. L'ouverture du mariage aux couples de personnes même sexe ne résout que très partiellement les oppressions que nous supportons et qui continuent de nous marginaliser.

Nous dénonçons la famille qui n'est pensée que dans le cadre du salariat et du patriarcat. C'est-à-dire du modèle où une personne travaille et l'autre s'occupe - avec des conséquences graves sur son indépendance financière - de la maison et des enfants. Le but de cette organisation n'est pas innocent: il s'agit de forcer la reproduction sociale des classes exploitées par les capitalistes. Lorsque les deux parents travaillent, les solutions disponibles reposent forcément sur des dynamiques d'exploitation de personnes qui effectuent le travail du *care*. Que ce soit par exemple des *femmes de ménage* ou des *mamans de jour* sans titre de séjour, des employéx de crèches surmenéx, des *jeunes filles au pair*, des grands-parents non rémunérés, etc... L'organisation du salariat par le capitalisme nous précarise et force les inégalités. Pourtant, s'occuper de nos adelphe, de nos amix, de nos proches, de nos familles et de nos enfants devrait pouvoir être notre priorité si on le souhaite.

Il est urgent que d'autres modèles relationnels et constellations familiales que la famille hégémonique soient reconnues. Le modèle constitué par un père et une mère n'a pas plus de légitimité que les familles monoparentales, homoparentales ou d'autres formes d'organisations familiales ou collectives. Nous voulons que l'accès à la parentalité (adoption, PMA...) ne dépende pas des revenus financiers, de la situation conjugale ou du sexe et/ou de l'identité de genre des personnes. Nous voulons également que la protection des enfants ne dépende pas de la manière dont iels ont été conçus (PMA en Suisse ou à l'étranger, avec donneurxeuse connux ou non...).

NOS ESPACES, NOS SOCIÉTÉS, NOS STRUCTURES

Le procureur pénal demande systématiquement les peines les plus hautes contre les personnes migrantes en situation de précarité qui commettent des délits contre la loi sur les stupéfiants.

“Aujourd’hui, le 30.04.2022, le mouvement 43m² a installé un hébergement d’urgence, autogéré et transitoire à Beaulieu, dans la ville de Lausanne. Ce lieu est une réponse à la fermeture des hébergements d’urgence du répit et de la borde 47, effective demain matin. Toutes personnes qui se retrouveront sans solution d’hébergement sont les bienvenues!” Communiqué du Mouvement 43m²

“Un important dispositif policier a cependant été déployé [pour évacuer le mouvement 43m²]: selon Blick, les policiers étaient en nombre équivalent aux occupants, si ce n’est supérieur. 4 fourgons, 5 voitures, 12 motos et 2 fourgons de gendarmerie ont été vus sur place [...]”. Blick, 2022.

“[A l’école,] il s’avère que le taux de jeunes non exclusivement hétérosexuel-le-s à avoir été victimes de différentes formes de violences est plus important que le taux observé chez les jeunes exclusivement hétérosexuel-le-s.” Raison de Santé 279, Unisanté

Le système de contrôle actuel - incarné par la police, la justice et la prison - détermine de manière arbitraire qui doit être condamné. Il stigmatise et discrimine violemment dans l’application de ses lois. Les peines appliquées, qui ne contribuent pas à l’amélioration de la société. Au contraire, elles sont nuisibles aux victimes, aux auteu·rice·s et à l’ensemble de la société. Le seul gagnant de ce système est le capitalisme. En effet, la répression vise la protection de la propriété privée et des intérêts bourgeois et non la protection de la population. Ainsi, ce sont en général les personnes déjà vulnérabilisées et stigmatisées qui font les frais de ce complexe punitif. Par exemple, les multinationales meurtrières sont bien accueillies dans la région alors même que les personnes ayant une expérience migratoire sont contraintes à vivre dans la peur de la police.

Nous demandons l’abandon de la répression policière¹³¹² au profit d’une approche sociale prenant en compte les réalités notamment queer. Nous réclamons aussi une sortie des logiques étatiques sécuritaires et punitives justifiant des discours et pratiques racistes, sexistes, validistes, classistes... Aucune personne ne doit être laissée à la marge pour le confort d’une minorité LGBTQIA+ assimilée et des groupes dominants. Ainsi, nous refusons la présence de la police lors des Prides, alors que cette même police est une institution de violences et de répressions patriarcales, racistes et xénophobes. Nous aspirons collectivement à nous défendre par nous-mêmes.

Nous prônons, pour notre survie, la mise en place de réseaux d’entraide, de gratuité ainsi que la création de lieux dépourvus d’oppressions dyacishétéropatriarcales. Les zad, les quartiers libres, les espaces autogérés et les squats en sont des exemples.

NOS EMPLOIS, PAS CEUX DES PATRONS

La pseudo politique de diversité des entreprises ne profite qu’au patronat et à l’actionariat en redorant l’image sociale des marques en mettant en avant des cadres LGBT dont la réalité n’est pas représentative de l’ensemble du salariat en particulier des employé·e·s les plus précarisé·e·s.

“Même en 2021, les personnes LGBTQIA+ surveillent attentivement leur coming out. Par exemple, un tiers des membres de minorités sexuelles ont rapporté ne pas être «out» sur leur lieu de travail ou dans le contexte universitaire.” Swiss LGBTQIA+ Panel, Rapport 2021

“Le fossé séparant la direction de l’entreprise Smood [et] ses livreurs de repas n’a pas pu être comblé”, ont annoncé les syndicats Syndicom et Unia mardi. Une procédure de conciliation avait été mise en place à Genève pour trouver une solution au conflit social. Menée sous l’égide de la Chambre des relations collectives de travail (CRCT), la conciliation n’a pas permis de trouver un accord «même minime ou partiel». Le personnel de Smood, qui s’était mis en grève en Suisse romande durant cinq semaines à la fin de l’année 2021, revendique de meilleures conditions salariales et de travail.” RTS, 2022.

Nous saluons la prise de conscience d’une partie des milieux LGBTQIA+ vis-à-vis des questions de discriminations à l’embauche, au travail et liées au logement, mais elles restent selon nous insuffisantes. En effet, avec l’effritement de l’état social, l’ubérisation rampante du monde du travail, les processus de néolibéralisation qui touchent tous les secteurs ainsi que la gentrification des centres, comment des lois anti-discriminations pourraient-elles nous protéger ? Si un·e employé·e ne peut pas toujours licencier une personne au motif qu’elle est trans ou qu’elle vit avec le VIH, elle pourra le faire sous n’importe quel autre prétexte. De plus, le peu de force de l’inspection du travail et dans une moindre mesure des syndicats ne nous permet pas d’espérer une amélioration de la situation. Les attaques répétées de la droite et les compromis malheureux négociés par la gauche institutionnelle ne nous permettent pas non plus d’espérer mieux. L’urgence climatique est une preuve alarmante d’un système qui dysfonctionne en tout point. Face aux inévitables crises à venir, il faut apporter une réponse forte et immédiate. Nous rejoignons ainsi les mouvements féministes, écosocialistes et syndicaux sur la question du travail et des retraites: nous ne voulons pas des compromis, mais des améliorations concrètes!

**SORTONS
DU CAPITALISME**

DANS NOTRE INTÉRÊT, CELUI DE NOS RELATIONS, DE NOS FAMILLES, ET DE NOS ADELPHES, NOUS REVENDIQUONS:

Des espaces d’accueil de l’enfance et de la jeunesse adaptés et en nombre suffisant.

Une reconnaissance et une protection de nos relations et de nos familles quelque soit leur forme sans avoir l’obligation de passer devant des juges.

Une reconnaissance légale et institutionnelle du travail domestique, éducatif et d’aide afin qu’il ne pèjore pas les droits sociaux (chômage, maladie, accident, retraite...).

Un regroupement familial possible pour les personnes étrangères indépendamment du type de modèle relationnel et familial.

NOUS ALLONS NOUS RÉAPPROPRIER ET ENVAHIR L’ESPACE PUBLIC Y COMPRIS LORS DE PRIDES ORGANISÉES À NOTRE IMAGE ET À L’IMAGE DE LA SOCIÉTÉ QUE NOUS VOULONS. À CETTE FIN, NOUS DEMANDONS:

Que les espaces collectifs, publics et privés, soient libres de toutes discriminations: établissement scolaires et de formations, espaces jeunesse et sportifs, service obligatoire, églises, centres et foyers pour les personnes ayant une expérience migratoire, structures socio-médico-sanitaires (foyers, hôpitaux, EMS, EPSM).

L’interdiction totale des thérapies de conversion.

Le démantèlement de la police au profit de l’action médico-sociale. D’ici là, nous demandons l’application rapide des revendications du collectif Kiboko largement relayées.

Une meilleure considération des besoins des victimes.

La remise en question du système pénal, dont carcéral, au profit d’une justice restaurative afin que les peines visent à la resocialisation des auteu·rice·s et non à l’exclusion.

L’ÉGALITÉ PASSE PAR LE PORTE-MONNAIE ET LE COMPTE HORAIRE. POUR PARVENIR À L’ÉGALITÉ NOUS REVENDIQUONS:

La semaine de travail à 4 jours, suivie d’une réduction massive du temps de travail.

L’introduction du salaire minimum à l’entier de la population, à 25 CHF brut de l’heure sur 13 mois.

La fusion de l’AVS et du deuxième pilier.

La revalorisation des métiers les moins bien rémunérés et qui sont occupés par des personnes perçues comme des femmes, non-qualifiées et/ou ayant une expérience migratoire (métiers socio-éducatifs et médico-sociaux, nettoyage, bâtiment...)

Un frein à toutes les entreprises reposant sur la rémunération à la tâche (“gig economy”) entraînant des conditions de travail indécentes pour les employé·e·s de fait (Smood, Uber, Google, Amazon, etc).

Taxer les riches, pour plus d’égalité dans notre société.

La régularisation de TOUXTES les sans-papiers pour en finir avec leur exploitation.

L’abaissement de l’âge de la retraite.

De vraies protections face au patronat, y compris pour les personnes LGBTQIA+.

POUR NOUS ET PAR NOUS

Nous n'en pouvons plus que nos luttes soient diluées, récupérées, anéanties. Nous voulons de vraies actions et de la solidarité au-delà de nos régions.

NOS LUTTES, SANS RAINBOW-WASHING

“Gilead, bien connue pour ses médicaments antirétroviraux qui permettent de traiter le VIH ou de s'en protéger. Ce géant pharmaceutique a tout mis en œuvre pour bloquer la possibilité de se procurer des génériques de son médicament phare, chiffré à près de 900 CHF la boîte de 30 comprimés. Gilead a fait de la Suisse un des derniers pays au monde à disposer d'un générique, disponible seulement depuis 2021. Nous rappelons que ce sont des fonds publics qui financent la recherche pour la création de médicaments et leurs validation et non les entreprises pharmaceutiques qui ne prennent aucun risque. Notre santé est un droit et non un privilège. Gilead et sa recherche de profit constitue encore aujourd'hui un obstacle majeur contre l'éradication du VIH et de l'hépatite C.” Pride de Nuit, 2022

“Main Partner: Gilead” Zurich Pride, 2022

Investir dans l'égalité [...] Nous examinons comment une approche flexible des investissements peut aider les investisseurs LGBTQ+ à atteindre leurs goals.” Pride@UBS, traduit par nous.

UBS a fait des donations à hauteur de \$1,094,750 à 72 politiciens anti-gay de 2017 à 2018. Source: Popular.info

Unité dans la diversité : le CIO (Comité International Olympique) met l'accent sur l'inclusion dans le sport durant le mois de la fierté LGBTQ” CIO, 2021

Dans le même temps impose des conditions abusives aux femmes trans et des examens médicaux traumatisant aux personnes intersexes.

“Nemesis qui utilise la figure de l'homme étranger et le caractère sauvage de sa pré-supposée sexualité. Comme je le disais avant, il y a une racialisation du genre qui permet de justifier du coup de justifier l'exploitation des corps non-blancs. Nemesis reprend cette dimension et s'en sert pour tenter d'imposer une heterosexualité blanche et bourgeoise comme rempart moral à notre société.” Tiré de la présentation du GT Queer de solidarités lors de sa formation publique en mai 2022

Nous dénonçons les organisations, entreprises, gouvernements, groupes dominants qui se réapproprient nos identités, nos luttes, notre travail, à des fins qui desservent nos intérêts et en les détournant totalement à leur profit. Elles nous manquent de respect et nient nos réalités. Nous sommes en colère de voir nos efforts réduits en miettes ou éparpillés comme des bonbons arc-en-ciel sur le plancher bétonné du capitalisme. La visibilité croissante des personnes/populations LGBTQIA+ et de leurs réalités ne suffit pas. Derrière les supposés avancés se cachent des logiques marchandes et une instrumentalisation de nos luttes à des fins politiques et néolibérales qui nous enragent et auxquelles nous nous opposons. Les lois et mesures dites progressistes, ou les “avancées à petit pas” donnent l'impression que les choses avancent et que *c'est moins pire qu'avant ou qu'ailleurs*. Nous soutenons des changements de fond radicaux, sans lesquels il est impossible d'envisager une société égalitaire et queer. La Pride elle-même, initialement portée aux Etats-Unis dans les années 1970 par des militantx trans*, raciséxes, travailleuseuses du sexe, semble dépossédée de son histoire politique au profit de chars et tronçons institutionnels et capitalistes. Pire encore, on assiste à la récupération politique de certaines de nos luttes. Certains mouvements d'extrême droite tentent de justifier leur opposition à l'immigration et leurs attaques contre les personnes racisées en prétendant nous protéger d'une homo/transphobie qui viendrait d'ailleurs.

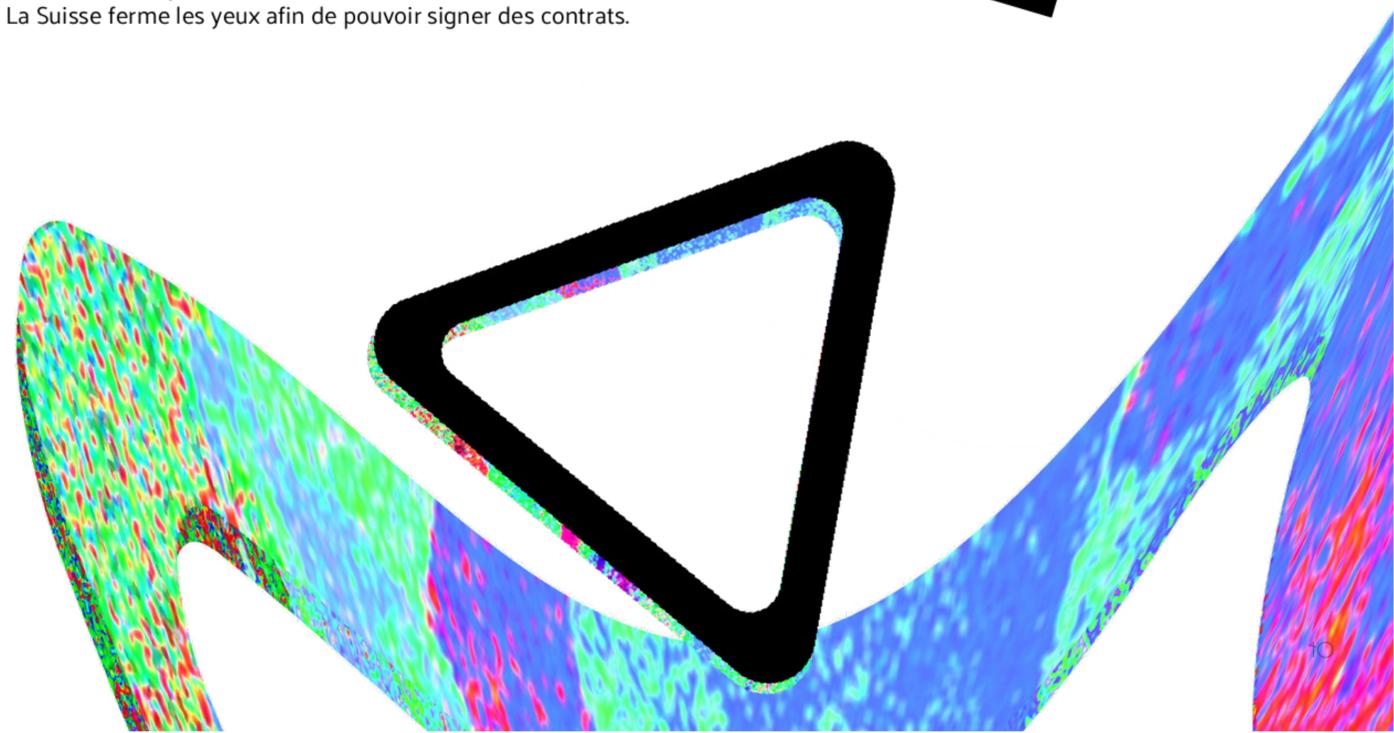
Nous refusons de nous laisser manipuler par les techniques de rainbow-washing des acteurs privés et publics et appelons à une lutte qui ne soit pas de façade. Le rainbow-washing renforce les catégories queers jugées acceptables et/ou assimilées, et marginalise d'autres identités, corps et vies perçues comme moins conformes. Ainsi, le modèle dyacishétéronormé de l'individu, du couple et de la famille n'est pas bousculé.

INTERNATIONAL

“L'exemple d'un homme gay ougandais. Depuis la suppression de la condamnation pénale de l'homosexualité dans son pays d'origine, son orientation sexuelle n'est plus reconnue comme critère d'asile. Pour autant, les nombreux cas de violences envers les hommes gays en Ouganda rendent le renvoi périlleux. Il est donc «toléré» en Suisse mais reste sans statut légal. Cette situation ne lui permet pas d'accéder à un hébergement et à aucun soutien à l'intégration (cours de langue) et lui rend difficile voire impossible l'accès à l'emploi et au logement. Il est régulièrement contrôlé et parfois interpellé en raison de son absence de statut légal mais systématiquement relâché... c'est un stress constant pour lui car il a peur qu'un contrôle aboutisse à une expulsion.”

Une des expressions les plus violentes de ce système est la hiérarchisation des pays, l'inégalité et l'exploitation qui en découle. Par conséquent nous sommes contre les frontières et opposés aux politiques qui détruisent les pays du Sud global. L'exploitation par la déstabilisation de ces sociétés fragilisent particulièrement les personnes minorisées, dont les personnes LGBTQIA+. Nous refusons de nous laisser instrumentaliser pour faire apparaître l'Occident comme non-LGBTQIA+phobe et par conséquent comme “civilisé” face à un reste du monde soit-disant “sauvage”. Ce processus sert à justifier constamment des politiques dégueulasses à l'internationale, notamment dans les pays ex-colonisés. Nous sommes solidairex avec nos adelphe partout dans le monde. Loin d'être la figure neutre que l'on nous vend, la Suisse a un rôle à jouer au niveau international. Nous condamnons les pratiques impérialistes et néocoloniales mises en œuvre dans sa politique extérieure, surtout économique. Nous dénonçons sa prétendue neutralité servant à justifier son inaction vis-à-vis des atteintes aux droits humains laissant nos adelphe être discriminéx, violentéx, emprisonnéx, torturéx, assassinéx. La Suisse ferme les yeux afin de pouvoir signer des contrats.

SANS RÉCUPÉRATION
DE NOS LUTTES



NOUS ESTIMONS ESSENTIEL D'ACQUÉRIR PLUS D'AUTONOMIE POUR NOS COMMUNAUTÉS. LES ORGANISMES QUEER (COLLECTIFS, ASSOCIATIONS, FONDATIONS, ENTREPRISES COMMUNAUTAIRES SANS BUT LUCRATIF...), DOIVENT POUVOIR ACCÉDER FACILEMENT À DES FONDS. LES POLITIQUES DOIVENT S'INVESTIR DES QUESTIONS QUEERS MAIS NOUS AFFIRMONS QUE NOTRE PARTICIPATION EST INDISCUTABLE. AINSI, NOUS REVENDIQUONS:

L'amélioration des connaissances concernant les réalités vécues par les personnes LGBTIQ+. Cela passe notamment par l'inclusion adéquate dans le recensement, les enquêtes de population et de victimisation (y compris scolaires, les statistiques sur les discriminations, etc): du sexe (sexe assigné à la naissance, niveaux de sexuations, sexe à l'état civil),

du genre (identité, expression et rôle), de l'orientation affective et sexuelle, de la situation relationnelle/conjugale et familiale réelle (hors des cadres juridiques cishétéronormatifs de l'état civil) d'autres déterminants pertinents (expérience migratoire, origine et appartenance ethnique, culturelle et religieuse; statut sérologique VIH..)

Le soutien à la recherche sur les populations LGBTQIA+ notamment sur leur santé bio-psycho-sociale et leurs réalités de vie ainsi que leurs besoins et attentes dans une approche participative communautaire.

L'exclusion des entreprises dont les valeurs ne congruent pas avec celles de nos communautés de nos événements.

La démission en bloc du comité de la Pride de Zürich, qui continue d'invisibiliser nos communautés au profit d'entreprises.

La fin du rainbow washing d'États coloniaux et impérialistes et la restitution des territoires et des ressources naturelles à leur peuple, inclus la Palestine.

NOUS APPELONS, POUR COMBATTRE CES INJUSTICES, À UNE PLUS GRANDE CONVERGENCE DES LUTTES AVEC DES COMMUNAUTÉS TRANSNATIONALES POUR DÉCENTRER NOS RAPPORTS AUX LUTTES ET ÉLARGIR NOS PERSPECTIVES. AINSI NOUS REVENDIQUONS:

La reconnaissance et la légitimation de l'orientation sexuelle/affective et de l'identité de genre comme motif d'asile (sans hiérarchie entre les différents motifs existants), aussi lorsque les personnes LGBTQIA+ ne sont pas criminalisées en droit dans le pays concerné.

L'abandon du fardeau de la preuve, des questions intrusives et des préjugés de la part de l'Etat, pour les personnes LGBTQIA+ en situation de migration fuyant leur pays pour des raisons de sécurité liées à leur orientation affective et sexuelle et/ou identité de genre.

Une politique étrangère contribuant à la protection des droits humains et à l'égalité entre les pays.

L'abolition des politiques et lois nationalistes.

L'abolition de la dette publique des pays du Sud global.

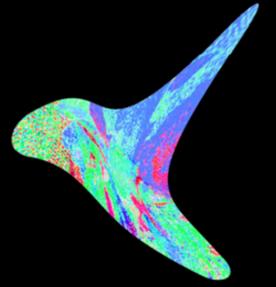
L'abolition des frontières.

POUR UNE MANIFESTATION

Alors voilà pourquoi nous vous invitons toutes à nous rejoindre en masse, le 2 juillet 2022, pour la Pride de Nuit!

Nous n'en pouvons plus d'attendre. Refusons de rester compressés dans un système illusoire et violent et réclamons une société juste et égalitaire par une mobilisation nocturne et puissante.

Nous envisageons la fête comme un acte politique en soi et souhaitons la réfléchir et l'organiser comme tel. La dépolitisation des Prides, qui apparaît notamment au niveau des sponsors, nous inquiète. Nous estimons que tous les sponsors ne sont pas acceptables et refusons de faire des compromis avec des entreprises qui capitalisent sur nos existences. Les communautés queers ont fortement participé à la création de contre-cultures dans le monde de la fête, et ces codes de soirées, d'abord fortement criminalisés, sont maintenant considérés comme "cool" et récupérés à des fins marchandes. La récupération des "soirées queers" par les classes dominantes participe à affaiblir l'impact de nos luttes et continue de discriminer les personnes vulnérabilisées de par de leur position sociale et/ou de leur origine.

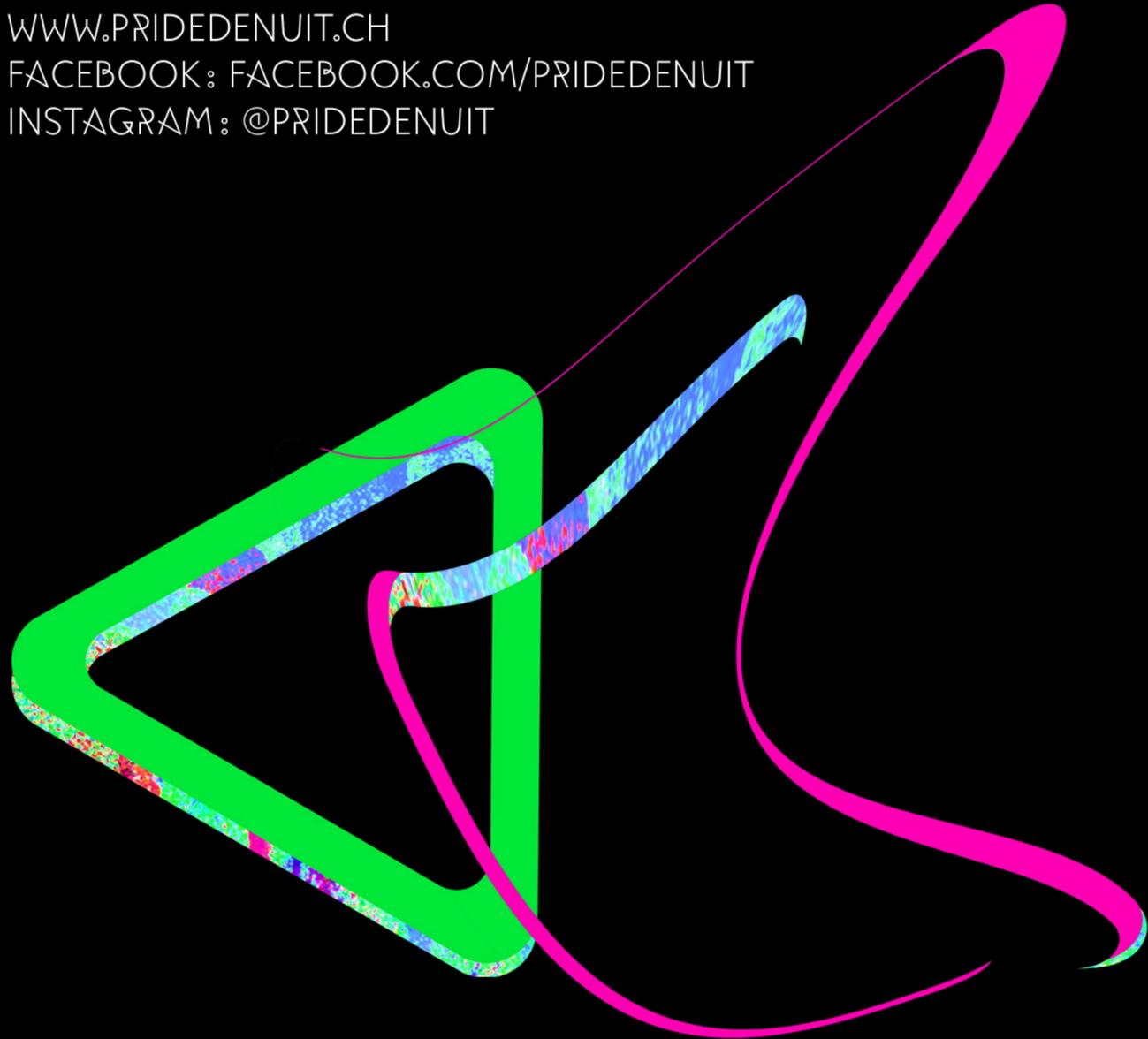


QUEER, DETER, SOLIDAIRES

WWW.PRIDEDENUIT.CH

FACEBOOK: FACEBOOK.COM/PRIDEDENUIT

INSTAGRAM: @PRIDEDENUIT



La queerness est une dissidence à la normativité cishétéropatriarcale blanche judéo chrétienne occidentale et nous l'affirmons avec fierté. Il nous faut une révolution, et vite. Les petites mesures progressistes auxquelles les institutions et gouvernements nous ont habitués ne sont pas suffisantes. Nous dénonçons la dyacishétérosexualité comme régime politique toxique et absurde et il est grand temps de le faire voler en éclat.

Ensemble, avec nos colères, nos poings, nos cœurs, nos danses, nos cris, nos joies et notre soin les unes envers les autres. Ensemble envahissons les rues le 2 juillet 2022!

ET FESTIVE



LEXIQUE

Les mots soulignés dans ce documents sont expliqués dans notre lexique, visible en scannant ce QR code!

